

Notes de lecture

Le grand échiquier

Zbigniew Brzezinski, Bayard Éditions, Paris (1997)

Par Mario DEHOVE¹

L'après Seconde Guerre mondiale a vite trouvé ses concepts, ses doctrines et ses stratégies géopolitiques [A. Kaspi, 1986]: le 12 mai 1945, Churchill, dans une dépêche adressée à Truman évoque pour la première fois le «rideau de fer» qui s'est abattu le long du front soviétique; le journaliste H. B. Swope crée la même année la notion de «guerre froide» pour qualifier la détermination de Truman à affronter l'URSS; enfin George F. Kennan, à la tête du *Policy Planning Staff* (Bureau d'études et de prospective) du département d'État, adresse de Moscou le célèbre télégramme dans lequel, à la demande du Président des États-Unis, il définit la stratégie que les États-Unis doivent suivre à l'égard de l'URSS: pas *d'apaisement* mais un habile *containment* (précisément un «endiguement») long, patient, mais ferme et vigilant, des tendances expansionnistes russes par l'application adroite d'une contre-force constante à une série de points géographiques mobiles. Aux yeux des géostratèges américains la suite, depuis la guerre de Corée jusqu'à la guerre d'Afghanistan en passant par le blocus de Berlin, l'épisode des missiles envoyés par les Russes à Cuba et le coup de génie finale de l'Initiative de défense stratégique (guerre des étoiles) qui tout à la fois a mis sur les genoux l'URSS et fouetté l'économie américaine, pourrait bien ne relever que d'un art plutôt mineur, celui de l'exécution.

La chute du mur de Berlin et la désintégration de l'URSS ont ouvert la succession de G.F. Kennan, par la force des choses. La première puissance mondiale cherche donc une stratégie pour l'après-guerre froide, la loi qui s'imposera à l'avenir aux futures générations d'Administrations américaines, comme la formule stratégique de G.F. Kennan se serait imposée à tous les présidents de l'après Seconde Guerre mondiale si l'on en croit les géostratèges américains.

De grands auteurs ont déjà fait acte de candidature. F. Fukuyama [1989] a proclamé que c'était la question même qui ne se posait plus: plus d'histoire, plus de stratégie pour les Etats y compris le premier d'entre eux. S. Huntington [1996] - un des théoriciens les plus écoutés de la guerre froide - a prédit l'émergence d'un nouvel ordre mondial organisé sur la base des civilisations autour d'Etats phares qui conduirait à ce que l'affrontement entre l'univers «islamo-confucéen» et l'«occident» succède au bras de fer entre l'Est et l'Ouest. Aux mornes rivages d'un monde suintant l'ennui du premier répond l'exaltation d'un univers bouillonnant de ferveur religieuse du second. Ces constructions millénaristes ont suscité beaucoup de curiosités et de débats mais trop intuitives dans leurs hypothèses, trop approximatives dans l'interprétation des faits, trop partiales dans la sélection des événements et surtout d'une utilité réduite pour la

1. Université Paris XIII - Villetaneuse - CEDI.

définition précise d'une nouvelle stratégie américaine, elles n'ont pas provoqué l'adhésion des milieux politiques qu'elles espéraient convaincre.

Z. Brzezinski est tout aussi ambitieux que S. Huntington et F. Fukuyama dans son dessein, et s'il est plus modeste dans sa démarche, il est plus précis dans l'analyse. Visionnaire réaliste, il s'efforce de formuler une politique géostratégique américaine cohérente pour le siècle qui vient, en la pensant à partir des structures politiques telles qu'elles existent aujourd'hui (l'*«Etat-nation»* ou plus précisément l'*«Etat westphalien»*) et sur la base des ensembles politiques tels qu'ils sont découpés depuis l'effondrement du régime soviétique (la carte du monde à la fin du XX^e siècle). Le style est classique, l'appareillage intellectuel traditionnel, pourtant, sans jamais hausser le ton, sobrement, c'est à un renouvellement complet de leur système d'alliances et de leur représentation du monde auquel Z. Brzezinski appelle les États-Unis. Et comme dans cette projection, il revient à la France à travers l'Europe un rôle de premier plan, assez proche de ce que la France pense elle-même de son rôle dans le monde, la leçon du stratège américain nous est aussi destinée.

Cinq grandes thèses structurent la stratégie qu'il préconise:

1. La situation mondiale est aujourd'hui inédite tant est universelle et générale l'hégémonie américaine et sont nouvelles les formes de son exercice.
2. C'est en Eurasie que son destin se décide.
3. Les ambitions impériales de la Russie doivent être neutralisées, notamment à l'égard de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan et du voisinage de la mer Caspienne (Kazakhstan et Ouzbékistan).
4. Au regard de l'avenir de l'hégémonie américaine, les relations des États-Unis avec l'Europe unifiée et l'Asie dominée par la Chine sont complémentaires et non alternatives.
5. L'Allemagne et le Japon resteront, à cause de leur passé, des puissances certes mondiales, mais «civiles».

LA DÉSORMAIS INÉVITABLE «GLOBALISATION» POLITIQUE

Lorsque le conseiller à la sécurité du Président des États-Unis s'appelait Z. Brzezinski, l'on ne doutait pas que le Japon ravirait à l'Amérique, à brève échéance, sa place de première puissance économique et de centre d'innovation technologique, et l'on s'interrogeait avec inquiétude sur l'état précis du rapport de force militaire, en premier lieu nucléaire, entre l'Est et l'Ouest. Le Trésor américain émettait des bons en Deutsche Mark pour financer la dette de l'État... les missiles étaient à l'est et les écologistes à l'ouest. En quinze ans, le monde a basculé autour des axes Est/Ouest et Pacifique/Atlantique et n'ont échappé à l'expert au *Center for Strategic and International Studies*, aussi professeur à la *John Hopkins University* qu'est maintenant Z. Brzezinski, ni la rapidité du redressement de l'hégémonie américaine ni son originalité historique absolue, par sa portée planétaire et par ses modalités politiques. Mais faut-il transposer au champ géopolitique la notion économique et financière déjà usée de «globalité» pour qualifier cette puissance des États-Unis même si on ne peut contester qu'elle est unique par son envergure et son ubiquité? Nul ne peut nier

qu'aucune autre puissance ne semble pouvoir rivaliser avant longtemps avec l'Amérique dans les quatre domaines clés du militaire, de l'économique, du technologique et du culturel bien que la part des États-Unis dans tous les domaines de l'économie mondiale n'a cessé de décliner depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et que cette tendance est appelée à se poursuivre. Et il est vrai que l'originalité de l'hégémonie américaine tient au moins autant à l'échelle territoriale - mondiale - sur laquelle elle s'exerce qu'aux nouvelles formes selon lesquelles elle s'impose. Mais celles-ci impliquent-elles que contrairement à tous les précédents historiques, l'Amérique ne serait pas intrinsèquement conquérante, que son impérialisme serait plutôt défensif, que ce ne serait seulement qu'en réponse à une tentative extérieure de porter atteinte à ses intérêts vitaux (ce que l'auteur appelle une «provocation») que ses armées franchiraient ses frontières nationales? L'auteur, pénétré de la tradition réaliste, dit sans détours qu'à travers l'OTAN les États-Unis participent avec les Européens aux décisions relevant des affaires intérieures de la région, que le Golfe Persique est une «chasse gardée», que le Japon est un «protectorat», que les organismes internationaux spécialisés (FMI, BIRD,..) sont soumis au rôle prépondérant qu'y jouent les États-Unis, mais il se refuse à voir dans cette domination l'exercice d'une ambition conquérante originelle. Il considère en effet que l'Amérique est en quelque sorte une puissance globale malgré elle: pôle de diffusion de modèles universels voués par nature à être imités par les autres nations, dans tous les domaines - indistinctement: les modèles culturels, les styles vestimentaires, la démocratie constitutionnelle, la morale de la libre-entreprise et de l'individualisme - sa puissance serait principalement fondée sur l'attrait qu'exerce sur les autres pays son organisation politique, son efficacité économique et son excellence culturelle. On pourrait évidemment opposer à l'auteur nombre d'exemples montrant la fragilité des généralisations auxquelles il se prête et des interprétations qu'il en fait. On pourrait aussi voir dans ces thèses une manifestation mi-savante du moralisme politique américain et de la bonne conscience qu'inévitablement il fait naître, même chez les meilleurs théoriciens réalistes dont tout porte pourtant à penser qu'ils sont les mieux préparés à s'en préserver. On pourrait discuter de la nouveauté historique de ces phénomènes de domination culturelle du centre impérial sur ses «provinces» et de la fausse universalisation qu'elle semble opérer. Mais ces critiques toutes fondées qu'elles seraient risqueraient peut-être de faire perdre de vue le fait politique réellement nouveau que constitue un système mondial dans lequel le pays désigné pour exercer l'*imperium* absolu est une démocratie. Cette configuration géopolitique est vraiment inédite et intrinsèquement problématique.

Convenons donc avec l'auteur que si les États-Nations demeurent les unités de base du système mondial, que si les enjeux territoriaux dominent encore les relations internationales, que si la situation géographique d'un pays détermine toujours ses priorités immédiates, un facteur déterminant a bouleversé les règles de la rivalité entre les puissances: la démocratie, qui fait peut-être obstacle à toute mobilisation intérieure pour la conquête de la suprématie mondiale. Accordons lui même, ce qui est plus discutable, qu'à cause de l'arme nucléaire, la guerre n'est plus la politique par d'autres moyens. Mais comment ne pas rester très sceptique devant la caractérisation qu'il fait du système mondial qui

pourrait émerger de ce renouvellement des conditions de la domination inter-étatique? Peut-on admettre en effet qu'à mesure que le modèle américain gagnerait du terrain, se créerait un contexte «*propice à l'exercice indirect et apparemment consensuel de l'hégémonie américaine*» et qu'une sorte de démocratie universelle s'étendrait sur le monde? Et que cette démocratie, si elle ne mettrait pas un terme aux relations de domination («*Les Européens fondaient leur pouvoir sur toute une hiérarchie de vassaux, de tributaires, de protectorats et de colonies, tous les autres n'étant que des barbares. Pour anachronique qu'elle puisse paraître, cette terminologie peut s'appliquer à certains États situés dans l'orbite américaine.*») engendrerait une structuration différente des relations inter-étatiques, moins pyramidale, prenant la forme d'un «maillage planétaire», moins autoritaire aussi («*son pouvoir s'exerce par le dialogue, la négociation permanente et la recherche d'un consensus formel, même si en dernière analyse la décision émane d'une source unique: Washington DG*») et authentiquement légitimée par le maintien de la sécurité collective, la prospérité économique mondiale, le développement de la démocratie?

Peu convaincante paraît donc la ligne d'horizon historique que l'auteur donne à toutes ses analyses, qui peut ainsi s'énoncer: l'hégémonie américaine est dans sa forme actuelle précaire car elle s'exerce encore trop directement. L'Amérique doit donc dès maintenant préparer l'ordre du monde qui devra succéder à l'ordre actuel, lorsque la démocratie sera devenue universelle (ce à quoi elle doit s'employer) et lorsque les rattrapages économiques seront accomplis (ce à quoi elle ne doit pas faire obstacle), en organisant le maillage qui lui permettra d'assurer sur le monde une hégémonie aussi étroite que celle qu'elle exerce maintenant mais dans des formes plus indirectes grâce à un système de relais régionaux différenciés et hiérarchisés. En bref: préparer la forme d'exercice de *l'imperium* dans le futur ordre politique mondial qui ne pourra être autre chose qu'une «démocratie» des États démocratiques.

Mais cet arrière-fond trop futuriste n'atteint pas la méthode mise en œuvre: «*élaborer une réflexion géostratégique globale, qui intègre et harmonise à l'échelle planétaire les diverses politiques régionales des États-Unis*» et n'invalidé pas les conclusions auxquelles elle conduit.

L'EURASIE, LA CLÉ DU MONDE

Pour Z. Brzezinski l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté mondiale, c'est l'Eurasie. Par défaut: l'Amérique latine est soumise à la *pax americana*; l'Afrique n'est pas un enjeu géostratégique; au Moyen Orient, il n'y a que les États-Unis qui comptent. Mais aussi pour des raisons positives: c'est en Eurasie que la richesse accumulée est concentrée (Ouest); c'est en Eurasie que le rythme actuel d'accumulation des richesses est le plus rapide (Est); c'est en Eurasie que gît le trésor du prochain siècle, les nouvelles ressources énergétiques mondiales qui sont localisées autour de la mer Caspienne (Centre); c'est encore en Eurasie que réside la puissance nucléaire rivale et la vitalité démographique; c'est toujours en Eurasie que le jeu politique est le plus ouvert, car si l'Ouest est, du point de vue de l'auteur, dans les mains

des États-Unis, l'Est continue à vouloir contester aux États-Unis l'hégémonie mondiale et le Sud aspire à la domination régionale.

Trois risques majeurs doivent être prévenus:

- que la Russie (le Milieu) s'autonomise et assure son contrôle sur les richesses des bords de la mer Caspienne en structurant son proche voisinage et en formant une alliance avec le principal acteur de l'Est (la Chine);

- que s'unissent les deux principaux acteurs de l'Est (le Japon et la Chine); --

- que les États-Unis soient évincés de l'Ouest

À cette fin la politique étrangère des États-Unis doit viser à attirer l'espace médian (la Russie) dans l'orbite de l'Ouest, internationaliser le Centre (la mer Caspienne) et entretenir les divisions de l'Est (Asie).

Ce qu'exprime sèchement cette problématique quasi géométrique, c'est principalement deux choses. La première est qu'avec la disparition de la puissance soviétique et l'émergence d'un monde unipolaire il n'y a plus de place pour le non alignement. Le mur de Berlin est tombé non pas sur l'Europe, mais sur les faibles. La seconde c'est que l'Eurasie n'est pas seulement l'échiquier sur lequel se joue l'avenir du monde parce qu'il se trouve que c'est là que sont concentrés les enjeux majeurs de l'avenir des équilibres mondiaux, mais surtout parce que désormais ces enjeux doivent relever d'une stratégie d'hégémonie intégrée. Avec la chute du mur de Berlin l'Eurasie n'a pas seulement recouvré sa continuité géographique, elle s'est constituée en tant que tout stratégique tant les intérêts des Américains y sont désormais inséparables bien que différenciés. À cause de la Russie et... des richesses de la mer Caspienne.

LA RUSSIE TOUJOURS

Sur cet échiquier Brzezinski distingue trois types de pièces:

- les «acteurs géopolitiques», les États dotés d'une capacité et d'une volonté nationale suffisantes pour exercer leur puissance et leur influence au-delà de leurs frontières;

- les «pivots géopolitiques», les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur ambition internationale qu'à leur situation géographique (richesses, position géographique) qui les constituent en enjeu des relations entre les «acteurs»;

- la grande masse des autres États, qui sont en réalité «hors jeu».

Et il dénombre, outre les États-Unis, cinq acteurs géostratégiques qui sont: les membres permanents du Conseil de sécurité hors la Grande-Bretagne (États-Unis, Chine, Russie, France), mais plus l'Allemagne et l'Inde. Cette classification soulève de difficiles questions. Mais là n'est pas l'essentiel, car en réalité ces cinq acteurs géostratégiques qui font face aux États-Unis sont, dans l'analyse, loin d'être traités sur un pied d'égalité: à la Russie est réservé encore un statut à part, elle demeure le pôle structurant de la stratégie américaine, sa pierre d'angle, son lancingant problème parce qu'elle est trop faible pour être un partenaire et trop forte pour être un vassal.

Les blessures physiques et symboliques de la Russie sont immenses et brûlantes: elle a perdu l'accès à la Baltique au Nord; à l'Est, elle a perdu une

large zone d'influence qui de plus a basculé d'un seul tenant du côté de son ancien rival; à l'Est, autour de la mer Caspienne, là où sa frontière a reculé de 1.500 km, elle a perdu 20 millions d'habitants et le monopole d'exploitation des énormes richesses de matières premières et d'énergie de la mer Caspienne, alors que les peuples musulmans (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan) qui viennent d'y gagner leur indépendance tentent de se rapprocher des États islamiques ou islamistes voisins, notamment la Turquie et l'Iran. La Russie n'est donc plus stratégiquement entre l'Europe et l'Asie mais entre deux Europes et elle est devenue un segment de la frontière qui sépare les univers chrétiens et islamiques. Mais la plaie la plus douloureuse est au Sud, c'est l'indépendance de l'Ukraine qui ôte à la Russie un considérable potentiel économique, lui fait perdre une position dominante sur la mer Noire et bouche l'accès à la Méditerranée mais par-dessus tout, en brisant l'unité slave, sape la légitimité «ethnique» potentielle de la prétention impériale de la Russie et, à cause des évolutions démographiques, renforce la menace de son «asianisation». Ce sont donc les structures profondes de trois siècles d'histoire longue qui se sont brutalement effondrées en ouvrant au centre de l'Eurasie un immense «trou noir». Et si ces larges vides géopolitiques creusés dans ce grand bloc fracassé mettent en péril l'équilibre politique du monde c'est parce que les ambitions géopolitiques de l'URSS se perpétuent dans cette Russie amputée, désorganisée mais encore surarmée. Car le grand péril pour les États-Unis, c'est, aux yeux de Brzezinski, ce qu'il appelle «la fantasmagorie géostratégique» de la Russie. C'est-à-dire la tentative de reconstitution de sa puissance impériale, inéluctablement vaine mais nécessairement coûteuse. Elle s'incarne dans trois stratégies. La première, c'est la codirection du monde avec les États-Unis. Ceux-ci ont donné à cette stratégie de la crédibilité lorsque, après la volatilisation de l'URSS, ils ont accepté le concept de «partenariat stratégique responsable», qui n'a pas peu contribué à entretenir les illusions de la Russie sur sa puissance réelle, sa marge de manœuvre internationale et ses intérêts à long terme. L'élargissement de l'OTAN et la rapprochement des États-Unis et de l'Ukraine ont sonné le glas de ce rêve. La seconde stratégie de restauration de la Russie impériale, c'est celle de la «priorité à l'étranger proche». Elle vise à resserrer les liens avec les nouveaux États indépendants et si elle emprunte beaucoup de ses thèmes et de ses justifications au fonctionnalisme économique de la construction européenne, ses accents, soit slavophiles soit eurasianistes, trahissent les arrière-pensées hégémoniques de Moscou. Cette stratégie n'a aucun avenir sans l'Ukraine qui recèle sa légitimité symbolique: «aucune restauration impériale, qu'elle s'appuie sur la CEI ou sur un quelconque projet eurasien, n'est possible sans l'Ukraine» (un des cinq «États pivots» géopolitiques). Or, l'Ukraine a structuré autour de son opposition résolue à cette stratégie un front regroupant tous les autres États convoités par la Russie, dont l'Azerbaïdjan (le second des cinq États pivots géopolitiques), le seul pays susceptible de constituer un corridor entre l'Europe et les richesses naturelles des États du pourtour de la mer Caspienne, et l'Ouzbékistan le plus dynamique et le plus peuplé de ces États. Troisième stratégie russe possible de reconquête de la puissance mondiale: tenter de nouer une alliance antihégémonique avec l'Iran et la Chine, voire avec les grands pays de l'Union européenne, n'ayant pour seule raison

d'être que la limitation de la puissance des États-Unis. Elle est peu crédible, aux yeux de Brzezinski, sans doute avec raison sauf à ce que les États-Unis multiplient les faux pas et braquent simultanément la Chine et l'Iran, ses deux grands alliés potentiels régionaux: d'une part aucun État ne peut aujourd'hui se permettre de tourner le dos durablement aux États-Unis et de se priver ainsi de leur technologie et des capitaux occidentaux et d'autre part l'alliance entre la Russie et la Chine n'est pas stable à terme.

À long terme, la première stratégie dépend des seuls États-Unis et de leur capacité à affronter les illusions russes; la seconde dépend de l'Ukraine, d'abord, de l'Azerbaïdjan et de l'Ouzbékistan ensuite, et de la capacité des États-Unis de les soutenir dans leur opposition au dessein impérial de la Russie; la troisième dépend de la capacité des États-Unis à ne pas précipiter l'Iran et la Chine dans les bras de la Russie et surtout de la capacité de l'Europe à offrir à la Russie un destin à la hauteur de l'impossible restauration de sa grandeur impériale.

Conclusion: les États-Unis n'ont pas de solution positive d'après guerre froide pour la Russie actuelle, sauf... l'Europe. C'est à ce point précis que la stratégie américaine s'arc-boute sur la stratégie européenne. L'intérêt majeur des États-Unis serait en effet que l'arrimage absolument nécessaire de la Russie à l'Europe passe à moyen terme par un renforcement du système continental de sécurité ce qui supposerait d'abord une consolidation de l'Europe, ensuite l'institutionnalisation plus profonde de l'OSCE, et enfin, à long terme, l'intégration progressive de la Russie dans l'Europe. Mais sous quelle forme?

L'EUROPE ET L'ASIE ET NON L'EUROPE OU L'ASIE

Vu d'Europe le lien transatlantique inspire des appréhensions confuses et contradictoires: l'isolationnisme, considéré comme traditionnel, des États-Unis est autant craint que leur interventionnisme et on a autant peur que le lien transpacifique supplante le lien transatlantique que le lien transatlantique supplante le lien européen. Bref, tous les pays européens, sans exception, la France comprise, à des degrés divers, redoutent que les États-Unis soient ou trop présents ou trop absents des affaires européennes. Brzezinski montre que vu des États-Unis il existe nombre de facteurs géopolitiques susceptibles de faire sortir le lien transatlantique de ces représentations immatures et de constituer les fondements d'une relation stabilisée dans le long terme.

Du strict point de vue des intérêts américains l'Europe ne saurait être placée sur le même plan que l'Asie nous rappelle justement l'auteur. Les États-Unis doivent être au moins autant présents en Europe (la «tête de pont» de la démocratie en Eurasie) qu'en Extrême-Orient (un «point d'ancrage» à l'Est du continent).

L'Europe est absolument essentielle pour la stratégie eurasienne des États-Unis: c'est un allié naturel qui partage les mêmes valeurs et la même culture démocratique; c'est une puissance globale potentielle si elle parvient à l'unification politique; elle expérimente un modèle d'organisation politique inédit; elle assure aux États-Unis la maîtrise de l'océan Atlantique; mais surtout, pour l'auteur, sa valeur stratégique, elle la doit au fait qu'elle permet aux États-Unis

de pénétrer en profondeur le continent eurasien pour y inoculer ce terrible virus démocratique dont dépend crucialement l'exercice de l'hégémonie globale des États-Unis.

Mais le problème, évidemment, c'est que l'Europe vraiment européenne n'existe pas encore: *«pour le dire sans détours l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires»*, et les États-Unis n'y sont peut-être pas pour rien car, en dépit de leurs positions officielles - le «partenariat sur un pied d'égalité» - en pratique, ils ont, sur toutes les grandes questions - partage de la suprématie au Moyen-Orient, équilibre géopolitique en Europe, réforme de l'OTAN et relations avec l'Union européenne, élargissement - favorisé la désunion de l'Europe et soutenu les positions les moins pro-européennes, (britannique) ou, parmi les plus pro-européens, les plus pro-américaines (allemande).

Voilà donc une nouveauté stratégique d'après guerre froide. Pour Brzezinski, les États-Unis doivent procéder à une révision complète de leur position à l'égard de l'Europe: l'Amérique doit s'affirmer prête à reconnaître à terme l'Europe comme un pair sur le plan mondial et l'aider à se bâtrir. Ce qui implique un réajustement du système de leur alliance avec les pays européens: alignement progressif sur les positions françaises en matière de redistribution des pouvoirs au sein de l'OTAN; abandon du soutien apporté depuis toujours au modèle d'Europe (de «non Europe») défendu par les Britanniques (Europe = marché commun + OTAN); soutien au contraire du modèle allemand du «noyau dur»; promotion enfin d'une nouvelle relation bilatérale transatlantique rééquilibrée selon le souhait de la France (le 1 + 1) et comme le concept de GFIM (utilisation possible par les Européens et sous leur seule responsabilité politique de certains moyens américains de l'OTAN) a commencé à la mettre en œuvre. Il s'ensuit que seules la France et l'Allemagne peuvent désormais être considérées par les États-Unis comme des «acteurs stratégiques» et non le Royaume-Uni.

Serait-ce la consécration par l'Amérique de la conception française de l'Europe? Très partiellement seulement, car cette réorientation stratégique n'est pas sans ambiguïté. Elle repose en effet sur une conception de l'Europe «plutôt confédérale»; elle implique aussi que les États-Unis exploitent tactiquement, de façon totalement temporaire, la position dominante de l'Allemagne dans l'Europe atlantiste sans provoquer les inquiétudes de la France, afin d'obtenir l'accord de ses partenaires dans l'OTAN à l'élargissement de l'organisation à l'est et à un arrangement avec la Russie. Ce point est essentiel, car sinon *«des États-Unis n'auraient plus les moyens d'élaborer une politique d'ensemble en Eurasie.»*; et elle vise enfin à conférer aux États-Unis le soin de définir les limites de l'Europe faute de ce que l'Allemagne et la France ne puissent le faire séparément, limites qui devront s'étendre à l'Ukraine (à l'horizon 2010) et à la Russie (à horizon plus lointain: *«cependant la Russie, aussi longtemps que nécessaire, devrait recevoir l'assurance que les portes de l'Europe lui restent ouvertes et, au-delà, que sa participation future à un nouveau système de sécurité transcaucasien est envisageable»*).

A l'autre bout du continent eurasien, en Extrême-Orient, l'auteur considère que les États-Unis n'ont pas de visée particulière, contrairement à l'Europe où

leurs intérêts sont immenses. S'ils doivent y conserver un point d'ancrage, c'est pour l'efficacité globale de leur politique eurasienne: faire obstacle à une alliance entre la Chine et la Russie, pour que la Russie trouve son avenir dans la construction européenne (*cf. supra*) et contribuer à la stabilité des zones pétrolières de la mer Caspienne. A long terme les équilibres géopolitiques de la région sont simples: la Chine est naturellement appelée à devenir la puissance régionale n'ayant pour seule rivale que l'Inde; le Japon a pour vocation de demeurer un protectorat américain; les États-Unis sont un allié naturel de la Chine; la Chine ne doit pas devenir une puissance hégémonique ni mondiale, ni régionale (elle doit avoir, pour reprendre l'expression de Brzezinski, une zone de «déférence» et non une zone «d'influence»). La transition en revanche est problématique tant l'héritage historique est lourd et compliqué (Taïwan, Corée et autres foyers d'affrontements territoriaux locaux), tant les nationalismes sur fond de communauté de civilisation (l'asiatisme) sont exacerbés et tant les dynamiques économiques et sociales sont instables. Et elle sera longue, car la Chine restera encore longtemps un pays pauvre soumis à des évolutions structurelles coûteuses et difficiles à conduire. Ce dont l'Amérique devra faire preuve c'est moins d'intelligence stratégique que d'habileté tactique. Mais, d'abord, *«si l'on veut traiter avec la Chine, il faut accepter d'en payer le prix»*: réduire les oppositions d'intérêts locaux et admettre notamment la réunification avec Taïwan sur la base du principe *«une nation plusieurs systèmes»*; reconnaître le statut international dont elle rêve et l'accepter au G8 afin de l'attirer dans une coopération internationale stabilisante. Elle ne pourra dès lors ne pas reconnaître qu'elle n'a pas d'autre choix stratégique que l'alliance avec les États-Unis dont elle est économiquement très dépendante et à laquelle elle n'a à opposer que des *«coalitions de pauvres»* avec l'Iran et le Pakistan. Quant au Japon, il faut éviter d'avoir à lui faire choisir entre la Chine, dont il est proche culturellement, et les États-Unis, dont il dépend pour sa défense, et renoncer à envisager de lui confier des responsabilités régionales de sécurité en Asie. Le Japon doit devenir le *«Canada de l'Asie»*: une *«puissance civile»*.

L'ALLEMAGNE ET LE JAPON NE PEUVENT PRÉTENDRE DES PUISSANCES RÉGIONALES, BIEN QU'ILS SOIENT L'UN ET L'AUTRE DES PUISSANCES

Il n'y aurait donc plus guère que les Britanniques pour penser que la politique européenne qu'ils mènent les amènera à jouer un rôle international de premier plan en apparaissant comme le point d'appui américain en Europe. Car, pour Brzezinski, la Grande-Bretagne, parce qu'elle fait obstruction à l'unification politique de l'Europe, qu'elle privilégie l'intégration économique par le libre-échange, qu'elle favorise la coordination des politiques étrangères et de sécurité en dehors de l'Europe et qu'elle ne s'appuie pas sur l'Europe pour accroître son influence dans le monde, ne saurait être regardée, même par ceux que cette stratégie vise à séduire comme un «acteur géopolitique» au sens ci-dessus défini: *«... [une telle stratégie] implique de remiser les derniers vestiges de l'alliance américano-britannique, longtemps considérée comme sacra-sainte»*.

En revanche, pourrait paraître plus surprenant le réajustement d'alliances que suggère d'opérer Brzezinski aux deux extrémités du continent eurasien puisqu'il préconise de privilégier à long terme la France à l'Allemagne et la Chine au Japon. Privilégier et non préférer, notamment en ce qui concerne l'Allemagne et la France, car il ne s'agit pas de choisir entre la France et l'Allemagne tant leur union est évidemment considérée comme essentielle à l'Europe. Et, en réalité, si les États-Unis doivent davantage appuyer le projet français pour l'Europe que l'approche allemande ce n'est pas pour qu'il se réalise, mais parce qu'il est le seul à pouvoir conduire à une Europe, telle qu'elle a été ci-dessus décrite, conforme aux intérêts américains, à condition que les États-Unis se montrent habiles à la manœuvre: l'Allemagne à court terme pour l'élargissement de l'OTAN, la France à long terme pour une relation transatlantique stabilisée; Machiavel toujours vivant. Aussi l'Amérique doit-elle d'abord se déprendre d'une illusion, celle de croire que la France n'est pas un allié loyal «< l'ennemi des beaux jours mais l'ami des mauvais jours ») et fuir un rêve, celui de croire qu'elle peut diriger l'Europe «< on ne peut envisager qu'une Europe réellement unie fonctionne en bonne intelligence avec une alliance composée d'une superpuissance et de quinze puissances dépendantes»). Elle doit aussi renoncer à la tentation de convaincre l'Allemagne de porter le dessein de cette Europe, en Europe, pour son compte bien qu'elle soit désormais le centre de l'Europe et non plus le rempart contre l'Est, qu'elle détienne une supériorité de puissance de fait sur l'ensemble de la région et qu'elle soit en mesure d'imposer à l'Europe des liens de plus en plus étroits avec les États-Unis. Car la réunification de l'Allemagne n'a pas altéré la formule fondamentale de la construction européenne: «à travers la construction européenne la France vise la réincarnation, l'Allemagne la rédemption» que les États-Unis doivent continuer à respecter: «si l'on ne peut nier sa (à l'Allemagne) prééminence nationale, il serait imprudent de l'entériner officiellement. A long terme, le leadership allemand ne saurait être le moteur de la construction européenne. L'Histoire du siècle hante encore les mémoires, trop de craintes peuvent être ravivées ». Si faut donc de la France accepter les intrépidités et les vanités pour capter l'ambition française pour l'Europe afin de la mettre au service des intérêts américains.

Il serait tentant de transposer cette analyse à l'Asie et faire du Japon l'Allemagne de l'Extrême-Orient: même puissance économique mondiale; même sentiment de culpabilité historique, même dépendance en matière de sécurité, même importance mondiale de leur alliance pour les États-Unis. Ce serait méconnaître son isolement régional: la France n'est pas la Chine et les États-Unis ne peuvent pas sacrifier leur alliance avec la Chine pour le Japon; le Japon n'a pas de France pour lui servir de protectorat politique; enfin, elle est à l'égard des États-Unis, pour sa sécurité, dans une position d'entièvre dépendance. Il s'ensuit deux risques: que le Japon cherche à se tailler un rôle de puissance mondiale et tente de s'émanciper rapidement de la tutelle américaine ou que, désorienté, il soit à l'image d'une «baleine échouée », diminuée mais dangereuse.

LEÇONS POUR LA FRANCE

Les pays européens ont progressivement pris conscience du renouvellement des concepts, des moyens, des stratégies et des institutions que leur imposaient la fin de la bipolarité géopolitique du monde et l'émergence tendancielle d'une hégémonie de plus en plus exclusive et consciente d'elle-même. Mais leurs hésitations à s'engager durablement sont encore grandes. Leurs vues sont différentes, leurs ambitions mondiales sont inégales, et la confiance mutuelle est encore fragile. De l'architecture de sécurité et de défense de l'Europe du futur, seul le principe a été posé. Et depuis Maastricht les plans n'ont guère progressé car le traité d'Amsterdam constitue dans ce domaine un échec européen. Le jeu n'a jamais été aussi ouvert: est-ce une Europe de la défense placée sous l'autorité de l'OTAN qui va se dégager ou bien une version réaliste de la «maison commune» russe, ou encore «l'identité européenne de sécurité et de défense» défendue par la France?

Le stratège américain apporte de façon inattendue un réel soutien à la doctrine française, même s'il le fait non sans arrière-pensées et en visant à long terme un modèle intermédiaire entre le modèle OTAN élargie et le modèle «l'identité européenne de sécurité et de défense» susceptible d'absorber la «maison commune» russe. Ces arrière-pensées expliquent pourquoi l'auteur n'est pas très précis sur le degré d'institutionnalisation de l'intégration russe à l'Europe qui constitue l'objectif stratégique finalement majeur qui se dégage de l'ensemble de l'analyse. Et aussi pourquoi il mise à terme, implicitement, sur une Europe très intergouvernementale bien que politiquement unie et offensive. Pourtant ce degré d'intégration institutionnelle de la Russie à l'Europe est évidemment extrêmement critique pour l'Union européenne dans la mesure où en retour il conditionne son propre avenir et son indépendance par rapport aux États-Unis (l'Union européenne ne saurait accepter de se voir définir ses frontières par les États-Unis sous prétexte que celles-ci constituent, à cause de la Russie et de l'Ukraine, un intérêt vital pour l'Amérique, comme l'auteur le suggère non sans une certaine arrogante naïveté).

Mais il reste deux thèses majeures qui ne peuvent laisser indifférents les européens:

- L'attachement des États-Unis à l'Europe - donc la nature du lien transatlantique - est subordonné à la capacité de l'Union européenne à stabiliser l'insertion internationale de la Russie;

- Si l'Union européenne apparaît aux yeux des États-Unis capable de réaliser cette stabilisation, les États-Unis auraient sans doute intérêt à s'engager dans un processus de rééquilibrage du lien transatlantique en faveur de l'Union européenne, vers la parité.

D'où trois obligations pour l'Europe: prendre enfin conscience de l'importance à terme de la Russie, et donc de l'Ukraine, et mesurer l'enjeu géopolitique que constituent les richesses naturelles de la mer Caspienne; construire un lien transeuropéen articulant étroitement ses relations avec les États-Unis et ses relations avec la Russie; s'unifier et se structurer suffisamment pour être en mesure de soutenir cette politique.

Il serait donc possible que l'Europe souhaitée par la France ne soit pas complètement incompatible, pendant une certaine période, et jusqu'à un certain

point, avec l'Europe dont pourrait rêver une Amérique consciente de ses intérêts et de ses devoirs de grande puissance, de grande puissance d'un type nouveau.

Le reste, les malentendus et les arrière-pensées, le machiavélisme et le cynisme, bref, le jeu des joueurs, c'est ce, par quoi l'Histoire s'accomplit ou avorte, cette Histoire qu'il appartient aux États d'écrire sur ce grand échiquier eurasien.

Références bibliographiques

- FUKUYAMA F. (1989), *La Fin de l'histoire*, Paris, Flammarion.
 HUNTINGTON S. (1996), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
 KASPI A. (1986), *Les Américains -1. Naissance et essor des États-Unis 1607- 1945 - 2. Les États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, Inédit Histoire Points.

L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste?

Thomas Coutrot, Éditions La Découverte, Paris (1998)
 Par Bénédicte REYNAUD¹

Cette note de lecture critique comporte deux points. Je ferai tout d'abord une présentation générale du projet de l'auteur, de l'argumentation et des conclusions obtenues (1), pour dégager ensuite les avancées de ce livre et en indiquer certaines limites (2).

(1) Voilà un livre audacieux et d'une grande richesse intellectuelle. Thomas Coutrot explore le labyrinthe des entreprises (du «nouveau modèle productif») qui mêlent des principes apparemment contradictoires: *downsizing* et culture d'entreprise, *reengineering* et loyauté, plans sociaux et coopération [p.5 et p. 218]. Armé d'outils statistiques, économétriques, et d'une batterie impressionnante de concepts empruntés à la tradition marxiste, l'auteur parcourt ce dédale pour découvrir qu'il s'agit bien d'un nouveau modèle productif. «L'entreprise néo-libérale» est donc la dernière parution au catalogue des modèles postfordistes, présentés au chapitre 1: modèle américain des ressources humaines, modèle socio-technique suédois, toyotisme ou production allégée japonaise, spécialisation flexible italienne, production diversifiée allemande. Mobilisant à la fois la théorie du sociologue Burawoy et du philosophe Habermas, Thomas Coutrot a l'ambition de présenter une approche «renouvelée» de la théorie marxiste de l'entreprise, qui se fonde sur la notion de «régime de mobilisation de la force de travail». Son principe fondateur est la distinction classique entre travail et force de travail dont l'incomplétude du contrat de travail est l'une des expressions modernes; elle se caractérise par le fait que lorsqu'un employeur passe un contrat de travail, il achète, non pas la livraison du produit, mais le droit de disposer de l'effort du salarié, pour une durée fixée contre un salaire. il est très difficile de spécifier à l'avance la qualité et l'intensité du travail requises et ensuite de mesurer les résultats obtenus 2. Le «régime de mobilisation de la force de travail» est l'ensemble des moyens qui permettent de surmonter cette incertitude radicale. Pour Thomas Coutrot, «*c'est un élément central du rapport salarial: il consiste en un ensemble de règles qui permettent de traiter les incertitudes qui affectent la reproduction du capital individuel, et de transformer la force de travail en travail efficace*» [p. 12]. L'auteur s'écarte ainsi de certains courants marxistes traditionnels [Braverman, 1974] qui font du *despotisme d'usine* développé par Marx, la seule clé de «résolution» des conflits dans l'entreprise: les salariés travaillent sous la contrainte. Thomas Coutrot s'appuie d'une part sur la théorie du sociologue Burawoy selon lequel les salariés ont une capacité d'action collective pour contrer le despotisme d'usine et ses pratiques. D'autre part, l'auteur trouve en Habermas un moyen d'articuler la rationalité

1. CNRS-CEPREMAP.

2. Ceci est développé dans B. Reynaud [1992].

individuelle et les contraintes systémiques. Dans cette perspective, l'entreprise est le lieu de mobilisation de différentes règles qui relèvent de deux types de rationalité : instrumentale et communicationnelle; la première est activée par la contrainte externe et par les règles internes; la seconde résulte du jeu des normes sociales entre les membres d'une communauté de travail. Adopter ce point de vue, c'est tenter de rompre avec l'opposition stérile entre individualisme et holisme méthodologiques et « *admettre que le acteurs utilisent stratégiquement des ressources (symboliques et culturelles) que leur fournit le monde vécu pour agir à l'intérieur des champs de contraintes découlant du système* » [p. 13].

Dans ce cadre analytique, l'auteur dresse dans le chapitre 2, une typologie des entreprises françaises à partir d'une enquête du ministère du Travail à laquelle il fait subir un lourd traitement statistique [l'enquête RÉPONSE: « Relations professionnelles et la négociation collective », 1993]. Après avoir dégagé cinq modèles d'entreprises, l'auteur conclut que l'analyse statistique ne confirme pas l'hypothèse d'hybridation toyotiste. Le modèle d'Aoki, qui associe mondialisation, coordination interne horizontale et climat social pacifique, est infirmé pour les données françaises. En effet, le type empirique le plus proche du modèle toyotiste opère sur un marché local ou national, alors que les entreprises les plus confrontées à la concurrence internationale ont un mode d'organisation du travail plutôt fordiste, mais polyvalent [p. 56-57]. Je ferai deux remarques:

1) l'auteur ne livre pas un minimum d'informations sur le nombre de variables actives utilisées pour faire la classification ascendante hiérarchique (or il nous dit que sa base de données comporte 2 600 établissements et plus de 1 500 variables!);

2) les idéaux types présentés ne sont pas les idéaux types habituels, mais un bricolage de ces derniers: pour chacun d'eux, l'auteur ajoute un qualificatif. Ainsi le toyotisme est « à la française », le néo-taylorisme est « assisté par ordinateur », etc. Une discussion sur la pertinence des modèles d'entreprise usuels par rapport à ceux qui ont été dégagé, aurait été nécessaire.

Dans le chapitre 3, très bien documenté, Thomas Coutrot dresse un état des lieux des relations sociales en France; ses conclusions, parfois triviales, ont toutefois le mérite de rappeler des phénomènes structuraux du style: « la grève comme accélérateur de circulation de l'information » [p. 69].

Au chapitre 4, l'auteur examine les théories contemporaines de l'entreprise au prisme de la même interrogation: « pourquoi les salariés coopèrent-ils? ». Tout y passe: la théorie de l'agence, la réputation chez .Kreps, la confiance chez Williamson, l'économie des conventions, la théorie des organisations de Simon, la coutume et les marchés internes de Piore et Doeringer, la théorie radicale américaine d'Edwards, Gordon et Reich, la sociologie des réseaux de Callon, les régimes de production de Burawoy, etc. Est-il absolument nécessaire de passer en revue toutes ces théories (même si cela est bien fait) pour finalement déplorer leur caractère a-historique ou le manque d'une dimension - par exemple le pouvoir - qui est justement présente dans une autre théorie, mais qui en revanche pêchera par un autre défaut? Pourquoi ne pas admettre qu'aucune théorie ne peut saisir tout le réel, mais seulement une partie de celui-ci? On regrette le manque de recul épistémologique de l'auteur. Ceci amène Thomas Coutrot à « changer de

3. P. 131.

paradigme» (chapitre 5) et à reconnaître que « *les normes sociales jouent un rôle central dans la coordination économique* »³, sur quoi tous les économistes sont d'accord! On aurait justement préféré en savoir plus sur le rôle des normes sociales. L'auteur se livre ensuite à un test sur les facteurs d'émergence de collectifs dans lequel la variable discrète est la probabilité d'apparition d'un collectif. Celui-ci est saisi par l'existence d'un syndicat ce qui pose un problème important: rien ne nous dit que ce collectif fonctionne comme un collectif actif. C'est une limitation sérieuse de l'analyse proposée.

Le chapitre 6 est consacré à la présentation du concept clé de l'ouvrage, le régime de mobilisation de la force de travail. Trois espaces le définissent: l'espace de la circulation (formes de concurrence, stratégies de compétitivité), l'espace de la production (division et coordination du travail, modes de contrôle du travail), et l'espace symbolique (identités et collectifs de travail, identités hors travail). Ce régime se caractérise donc par une stratégie de compétitivité, un mode de coordination interne et un type de régulation sociale. Il est une « institution» dans la mesure où c'est « *un ensemble articulé de règles qui assure une cohérence entre les exigences de l'accumulation du capital, dans un contexte concurrentiel déterminé, et la logique de la reproduction symbolique des collectifs de travail dans l'entreprise* » [p. 171].

Armé de ce dispositif théorique, l'auteur se plonge dans l'histoire des compromis salariaux (chapitre 7); en croisant trois logiques - marchande, organisationnelle et sociale -, il propose de distinguer différents régimes de mobilisation: paternaliste, professionnel, libéral, fordiste, toyotiste.

Le dernier chapitre est consacré à ce nouveau modèle productif qu'est « l'entreprise néo-libérale » dont le principe fondamental de fonctionnement est la « coopération forcée ». En effet, pour Thomas Coutrot, les entreprises subissent la pression des marchés financiers, pression qu'elles répercutent ensuite sur les salariés. Au *despotisme de l'usine*, on passerait à celui des actionnaires [p. 226] ! Les marchés de capitaux fixent la norme de performance à atteindre, tandis que le marché du travail constitue un dispositif disciplinaire. Le lecteur manque cependant de données empiriques permettant d'apprécier la pertinence du schéma d'analyse proposé qui s'en tient à quelques principes directeurs. « *Pour assurer le contrôle du travail dans l'entreprise, un régime de mobilisation doit combiner les pressions externes des marchés, la discipline d'usine (l'autorité) et les incitations matérielles et symboliques* » [p. 254]. Quelles sont les caractéristiques du régime néo-libéral? 1) La coopération forcée qualifiée « d'agir pseudo-communicationnel » ; 2) une injonction contradictoire au niveau microéconomique car les salariés sont des « sujets de leur travail tout en continuant à être des objets de leur emploi » [p. 244]. On les incite en effet à prendre de plus en plus d'initiatives, à échanger des informations, à maîtriser leur activité de travail; mais on leur interdit toute participation aux décisions stratégiques.

(2) Les avancées du livre de Thomas Coutrot sont indéniables: l'auteur a su exploiter au mieux de vastes données statistiques d'entreprises et en tirer le meilleur parti, car le risque est grand dans ce genre d'exercice de noyer le

lecteur dans trop d'informations. Ici, la synthèse est excellente: il y a une analyse fine de la diversité des modèles d'entreprises. De ce point de vue, Thomas Coutrot contribue à fonder la micro d'une macro-économie radicale ou régulationniste, du moins il en donne les moyens. Ces avancées ont évidemment certaines limites:

- Une mobilisation intensive de théories et de concepts qui ne sont pas exploités ensuite, comme dans le cas d'Habermas;

- La notion de «régime de mobilisation de la force de travail» n'est pas originale; l'auteur qui propose au début du livre une «réactualisation de la théorie marxiste de l'entreprise à la lumière de développements récents de la théorie économique» [p. II], importe en réalité la théorie radicale américaine de l'entreprise. On ne voit pas tellement la valeur ajoutée par rapport à la théorie développée par Edwards dans *Contested Terrain* il y a presque vingt ans (1979).

Il y a dans ce livre, un glissement conceptuel entre deux niveaux d'analyse: l'entreprise néo-libérale et le régime néo-libéral. Le premier renvoie à la micro-économie; le second, à une macro-économie qui est à peine esquissée dans le dernier chapitre, mais pourtant jugée de façon impitoyable: «l'incapacité de ce mode de mobilisation à soutenir un régime d'accumulation cohérent et surtout légitime» [p. 244]. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'étude des relations entre les deux niveaux d'analyse n'ait pu être conduite.

Références bibliographiques

- BRAVERMAN H. (1974), *Travail et capitalisme monopoliste. La dégradation du travail au XIXe siècle*. Traduction française 1976, Maspero, Paris.
 EDWARDS R. (1979), *Contested Terrain*, Heinemann, Londres.
 REYNAUD B. (1992), *Le Salaire, la règle et le marché*, C. Bourgois, Paris.

Puissances du salariat

Bernard Friot, Édition La Dispute, Paris (1998)
 Par DJ-FRED¹

Ce matin-là, Bernard Friot se lève et décide: 1) je me laisse pousser la barbe; 2) je serai Karl Marx ou rien. Ecsta coupé au *spécial K* - comme Kapital ? Fix au Pétrole Hahn? En tout cas c'est parti pour un vieux trip avec salariés en lutte à la place des éléphants roses, et révélation du sens de l'histoire au moment du flash.

On va le dire tout de suite pour ne pas laisser inutilement s'installer des malentendus: ce bouquin est super! D'une radicalité à réveiller un mort, il nous montre que l'intransigeance peut se décliner simultanément dans l'ordre de la pensée et dans celui du projet militant - soulagement tout de même en une époque où la norme révolutionnaire était en train de s'aligner sur les vaticinations de Viviane, qui croit faire un voyage quand elle fait des bulles après deux verres de champagne. Radical aussi par l'ambition, qui nous sauve enfin des émettements anomiques de la division du travail scientifique, non sans parfois confiner à la folie des grandeurs - mais des deux excès on préférera avec plaisir le second. J'entends bien qu'il y a quelque chose de nécessaire - et d'admirable - dans les grignotages de trotte-menu et les ergotages millimétriques de la science ordinaire, mais de temps en temps courir tout nu à travers champs est un truc qui fait énormément de bien. Bref, on ne sait pas ce que Friot a pris ce jour-là. on se doute que ça n'est pas dans la licence IV, mais on s'en fout, on veut essayer aussi.

Évidemment la dose est massive et on n'est pas sûr de tout bien digérer. Mais ça, il fallait s'y attendre: même dans les meilleurs trips on a toujours un peu mal aux cheveux. Là, pareil: il y a deux ou trois fois où le cachet a du mal à descendre. Sur le modèle de Médecins du monde qui s'incruste dans les raves pour éviter aux gamins d'avaler de la crotte, bilan chimique d'un produit qui change agréablement du lait grenadine mais qui laisse un instant neuneu, juste sur le coup.

TROIS THÈSES SUR LE SALARIAT, UN CAFÉ, L'ADDITION ET LA DÉCOIFFURE

Ce qu'il y a de bien dans ce livre, c'est qu'il y a de tout: de l'histoire avec un petit h - celle des avancées sociales chèrement gagnées et des coups fourrés de la négociation collective -, de l'histoire avec un grand H - avec livraison de sens en palettes pour au moins un siècle -, des concepts, et surtout une réforme radicale des catégories de l'entendement, c'est-à-dire, comme à l'époque de Pif-gadget, une paire de lunettes à monter toi-même et qui font voir le monde avec des couleurs bizarres, en tout cas pas les mêmes que d'habitude. (Hihih, bien

1. CNRS-CEPREMAP, Médecins du Monde.

sûr pour que les lunettes fassent de l'effet il faut d'abord avoir bouffé les cache-tous - sacré Bernard.)

THÈSE 1 : «JE NE SUIS PAS CELLE QUE VOUS CROYEZ» - NOUS DIT LA RÉMUNÉRATION SALARIALE

Si la terre ne ment pas, l'idéologie du salaire-valeur, elle, nous embobine depuis un bail. Voilà la première idée que Friot nous administre. Le salaire n'est pas de l'ordre de la valeur. Il n'est pas un prix de marché, ni la contrepartie d'une contribution productive mesurable, encore moins les dividendes d'un capital humain. Le salaire ne ressortit pas aux mécanismes de l'économie, il est l'expression d'une distribution *politique* de la richesse. Du coup, c'est la prestation sociale qui en constitue la forme accomplie et les institutions de la protection sociale à la française qui en sont l'instance majeure. Soustrayant au marché la formation d'une bonne moitié du revenu disponible des ménages, la Sécu est le lieu par excellence de la distribution politique, la terre d'élection du salaire comme politique faite grandeur.

Premier hoquet: on en a presque l'impression que si la prestation sociale constitue la vérité dernière du salaire politique, le salaire direct (qui continue tout de même d'exister!) est une espèce de reliquat aberrant, une scorie de l'histoire. Non non non, nous dit Friot: le *salaire direct* est lui aussi politique à partir du moment où sa fixation est rendue totalement conventionnelle et participe d'une logique du *barème*, neutralisation de la logique du marché. C'est d'ailleurs tout l'avantage de la manœuvre: au moins les conflits de répartition, entre prestations et barèmes, sont-ils exposés au grand jour, appelant la passation de compromis explicites et expressément politiques - résolution transparente qui tranche singulièrement avec l'opacité que fait tomber d'ordinaire sur la formation des revenus les abstractions dissimulatrices de la macroéconomie. Tout cela est vrai et on l'entend bien, mais jusqu'à un certain point seulement. Car le salaire (direct) barème est surtout le propre de la fonction publique - dont Friot veut certes faire un modèle, mais qui n'a pas encore entièrement conquis la société française! Et s'il est vrai que des entreprises pratiquent le salaire-grille, on ne saurait pour autant considérer que tout le secteur privé s'est doté de marchés internes suffisamment structurés pour soustraire en totalité la fixation des salaires à quelque chose qui est de l'ordre des «ajustements de marché». Début de confusion du positif et du normatif et commencement d'hallucination en forme de *wishful thinking*. On aura l'occasion d'en reparler.

En attendant, voilà tout de même de quoi mettre les choses au clair à propos de la vraie place qui revient à notre Sécu dans le tableau des espèces. Il faut vraiment carburer au gros-qui-tache, nous dit *en substance* Friot, pour qualifier de beveridgienne la protection sociale à la française. Soulagement de Bruno Théret, revenu avant les autres du 12^e, et qui disait la même chose depuis des lustres, mais dans des articles où l'hyperthermie arrive dès la lecture du titre de trois lignes et où on risque le décollement de rétine à regarder trop longtemps. des tableaux qui font croire que les SNPS² sont des molécules de chimie organique.³

Bref, contrairement à tout ce qu'on raconte, la protection sociale à la Beveridge, comme combinaison de l'épargne-retraite financière individuelle et d'un filet de sécurité assistancielle à financement fiscalisé, réalise à peu près l'antithèse parfaite du modèle français de protection sociale! En tout cas la Sécu est un truc précieux car, insiste Friot, le génie de cette invention institutionnelle c'est de contourner l'impératif de la constitution d'épargne préalable pour financer les retraites - propriété sacrément agréable quand on racle les tiroirs à la recherche de tout ce qui pourrait résister au fléau de la financiarisation. En effet les cotisations sociales versées par le salarié ne financent pas la pension qu'il touchera dans trente ans, *elles la légitiment*. Sans requérir d'accumulation préalable, les retraites ne sont pas directement financées par les intéressés mais par les cotisants courants, et c'est bien cette disposition qui est productrice de lien social. Avec le camp d'en face, c'est le choc des civilisations: Beveridge est grand et Bébérat est son prophète. Ceux-là voudraient substituer à la solidarité horizontale la «solidarité» longitudinale, à la solidarité instantanée de la collectivité la solidarité intertemporelle de l'individu avec lui-même. Inversion radicale et régression manifeste, puisqu'il s'agit de démanteler l'une des dernières résistances à l'envahissement complet de la société par la finance, et dans la foulée de faire sauter un lien en l'absence duquel la cohésion sociale fera bien comme elle pourra - c'est vrai, elle nous fatigue celle-là, quoi.

THÈSE 2 : L'EMPLOI ET LE SALARIAT SONT LES DEUX MAMELLES DU POLITIQUE

Récuser l'impératif de l'épargne préalable et de la financiarisation de la protection sociale, nous dit Friot, n'est rien d'autre que renouer avec l'intuition fondatrice d'Hatzfeld pour qui le modèle français réalise le passage d'une sécurité par la propriété à une sécurité par le salaire. Encore faut-il bien s'entendre sur ce qu'il y a lieu de comprendre du terme «salaire» et de son corrélat «l'emploi». Le monde du salariat n'est pas seulement la collectivité de ceux qui touchent un salaire. Il rassemble tous ceux qui vivent d'une ressource salariale, soit directement soit indirectement par les prestations sociales qu'ils reçoivent - extension impeccablement logique au regard des prémisses précédentes. Le salariat s'incarne alors dans la figure du «travailleur collectif» où le chômeur, le retraité, le malade et l'accidenté côtoient le salarié «ordinaire», celui qu'on connaît, qui travaille et qui touche à la fin du mois, mais qui fait désormais communauté avec tous ceux qui participent à la grande circulation de revenus mise en mouvement à partir de la ressource salariale. «L'emploi», c'est eux, entité co-extensive du salariat et qui ne se définit plus par la détention d'un contrat de travail en bonne et due forme. On sent qu'on arrive dans l'inhabituel, dans l'exotique, que nos catégories usuelles ont du shimmmy et qu'on a la vision des couleurs qui commence à foirer. On n'a encore rien vu. Car Friot est un type logique, et qui connaît la force explosive de la conséquence. Puisque nous voilà

2. Systèmes Nationaux de Protection Sociale

3. On a beau être top fan, le tableau 4 in (Théret 1997, p. 216) fait à peu près l'équivalent pour les petites lettres de l'opticien de l'Acid-Garage pour la Lettre à Elise.

partis dans une reconstruction politique du salariat et du monde de l'emploi, il faut aller jusqu'au bout.

Et comme les mots sont trompeurs et qu'ils n'en finissent pas de charrier souterrainement des images du monde bien faites pour reconduire le monde en son ordre établi, la première chose à faire est de procéder à leur rectification. Ainsi, dans la logique de Friot, est-il aberrant de parler de *redistribution* à propos de la protection sociale à la française. La Sécu ne redistribue pas. Partie de la circulation salariale, elle *distribue* tout court. La tuyauterie cotisations-prestations n'est pas qualitativement distincte du salaire direct-barème sous ce rapport: tous contribuent à la *distribution politique* du salaire généralisé, opération à un coup et qui n'appelle pas de réitération. Dans la foulée c'est la catégorie de solidarité qui fait naufrage à son tour. Avec ses relents assistanciels, tout en dépassant la charité, elle reste de l'ordre de l'emplâtre, du surplus ou du complément. Et même si elle s'inscrit dans des droits sociaux institutionnalisés, elle ne cesse de reconduire le clivage des inclus et des exclus du monde de l'emploi (au sens classique), ce clivage que veut précisément dépasser la figure du «travailleur collectif» pour affirmer la «solidarité» de tous ses membres à titre essentiel et non pas supplétif. Et voilà que ça se met à dégringoler: avec la solidarité, exit l'État-Providence dont l'intitulé même véhicule et incruste dans les esprits la logique solidariste et redistributive qu'il s'agit de dynamiter. Enfin, ni fleurs ni couronnes pour le «social», cette figure intermédiaire si nécessaire à la pensée libérale pour concevoir l'articulation de l'économique et du politique [Donzelot, 1983; Ewald, 1986], quand cette articulation est immédiate et consubstantielle au «salariat» et à «l'emploi» généralisés.

Là déjà ça commence à faire beaucoup, et sous ces engloutissements successifs d'objets familiers qu'on croyait assez bien installés, 1e lecteur de base se sent la vision du monde partir en sucette, et éprouve ce flottement pénible consécutif à un univers cognitif foutu par terre. Évidemment Semtex-Friot jubile.

Heureusement, de temps à autre, le bougre nous fait une boulette qui nous permet de toucher terre à nouveau et de nous rebeller avec d'autant plus de véhémence qu'on ne veut pas louper cette occasion d'avoir retrouvé nos marques. Premier pétage de plombs, mais d'importance, sur la Régulation. La théorie de la Régulation, figurez-vous, «qui comme son nom l'indique récuse le caractère contradictoire du capitalisme» et dont le «fonctionnalisme» est notoire, «est l'instrument du travail de denier» du salariat, présenté par elle comme «un moment dépassé [...] un passé révolu»⁴. On va céder, mais juste un instant, à l'envie de se départir de la bienséance académique qui a fait jusqu'ici l'excellente tenue de ce compte rendu: tant de couillonnades dans un si petit espace, ça tient du prodige. Oh la la le mauvais trip, voilà ce qui arrive quand on se fait refiler des cachets à la sciure de bois ou qu'on roule ses pétards avec des couvertures de manuels scolaires: on voit la Régulation tout flou entre deux chauves-souris. À force d'avaler n'importe quoi, Bernard a fini par confondre CME et Régulation. On va donc servir le café salé au jerrycan, mais c'est tout de même un peu

4.P.51.

pénible à la fin: on accuse les régulationnistes de radoter, quand il leur faut sans cesse ripoliner les bases. «Régulation», cher Bernard Friot, c'est fait exprès pour sortir de la reproduction et faire sa part à l'histoire: il s'agit de désigner la façon dont un ensemble de formes institutionnelles à durée de vie *finie* accommodent, mais *transitoirement*, les contradictions principales du capitalisme dont les régulationnistes n'ont jamais cessé d'affirmer *la permanence*. Mais enfin, est-il si difficile de lire les textes en essayant d'enregistrer honnêtement ce qu'ils disent -da régulation est le *primat relatif et temporaire* de l'unité sur la lutte» [Lipietz, 1979] -, et est-il venu à l'idée de Friot que si les régulationnistes utilisent le mot *crise* plus souvent qu'à leur tour, c'est précisément pour exprimer l'idée qu'il y a de temps en temps comme qui dirait des ratés dans la reproduction? Du contresens sur la régulation-reproduction découle évidemment celui sur le fonctionnalisme - dont la Régulation s'est toujours soigneusement tenue à distance par un geste méthodologique aussi explicite que réfléchi. C'est parce qu'elle est un historicisme que la Régulation est plutôt bien placée pour s'apercevoir que les genèses institutionnelles et les créations historiques ne répondent presque jamais aux logiques d'optimisation fonctionnelle des reconstructeurs *post festum*. Quant à l'enterrement supposé du salariat, s'il y a une question sur laquelle les régulationnistes, en général plus divisés qu'un village gaulois, sont tous d'accord c'est bien celle de «la fin du travail», unanimement tenue pour une galéjade, et sur la permanence de la société salariale! Au total, mettre davantage à côté de la plaque était possible, mais à condition de nous coller les anticipations rationnelles ou la courbe de Laffer.

On en était à la dimension politique du salariat et puis voilà on s'est un peu perdu en route. Mise au point faite et bile soulagée on peut peut-être s'y remettre, d'autant plus qu'en comparaison de ce qui doit, venir, ce qui précède fait office d'aimable pétarade. Voici la vraie bombe: le salariat n'est pas seulement politique, il est *le* politique. Tout entier et sans résidu. «Penser qu'il est possible d'affirmer la citoyenneté contre ou sans l'inscription dans le salariat est absurde»⁵. Tel que. Ainsi, le politique est intégralement réductible au salariat - étendu bien sûr, mais tout de même! -, et la seule vraie communauté politique, c'est celle du «travailleur collectif». «Sa citoyenneté [celle du travailleur] est armée de son appartenance au salariat»⁶. Ah ça, pour détoner, ça détone. Mais sous la violence de la déflagration il n'est pas dit que Friot himself ne sorte pas un peu noir ci et la liquette en guenilles. «C'est l'appartenance au salariat qui fonde la capacité politique»⁷: aïe aïe aïe Bernard, mais que fais-tu de nos amis les agriculteurs, les notaires et les petits commerçants? Tu veux vraiment finir avec du pneu qui brûle autour de ta voiture ou de la betterave au quintal sur ta porte palière. Et bien oui, ne t'en déplaise, nos amis les fâcheux continuent malgré tout de faire partie de la communauté citoyenne, quoique non salariés, même *lato sensu*, c'est-à-dire ne vivant ni directement ni indirectement de la ressource salariale. Alors bon, qu'est ce qu'on en fait? Dans l'attente d'une colonie lunaire il faut bien

5.P.65

6. *Id.*

7. *Ibid.*

continuer à se les tartiner, et en fait comme ça ne se passe pas toujours au pire, c'est peut-être qu'il y a du lien politique qui opère hors de la sphère salariale. La représentation, le suffrage universel, la souveraineté tout ça, c'est vraiment le salariat et lui seul? Il me vient à l'esprit que si Bruno Théret, qui n'est pas seulement un chimiste de talent, passait par là il nous livrerait quelques arguments sur l'autonomie - relative bien sûr - du politique qui permettraient au moins de donner les premiers soins contre les effets du *blast*.

THÈSE 3 : PROPHETICO ERGO SUM

Ça fait déjà un moment que la température monte et on sent venir le bouquet final. Le voici: contrairement à ce que beaucoup continuent de penser, le salariat n'est pas un rapport social du capitalisme mais un rapport social antagoniste au capitalisme.

Les travaux d'approche avaient été soigneusement conduits, et dès la redéfinition du salariat on se doutait que le «rapport salarial» marxien à la papa allait souffrir. D'abord, et curieusement, la question de la propriété n'est jamais reprise. De la séparation des travailleurs d'avec les moyens de production, pas un mot. Peut-être que pour Friot ça continue d'aller sans dire, mais dans le chamboulement général, où on ne sait plus trop ce qui reste debout et ce qui est parterre, on trouve que ça irait mieux en le disant D'autant plus que se retrouve à coup sûr au tapis le rapport de subordination comme caractère décisif du salariat: «*dans les problématiques dominantes [...] les individus s'inscriraient dans le salariat [...] par leur type de rapport au travail, dont celui qui repose sur «contrat et subordination» sera défini comme salarié. Il faut tenir la position inverse: ce sont les ressources qui définissent les salariés, et elles trouveront leur explicitation dans des rapports au travail, dont l'analyse est utile pour définir la structure du salariat, mais qui ne sont pas décisifs pour inscrire les individus dans le salariat*»⁸. Comme toujours rien que de très logique au regard du projet général de Friot. Il faut en effet rétrograder le rapport au travail dans la hiérarchie des prédictats du salariat dès lors qu'on entend faire figurer côté à côté au sein du «travailleur collectif» aussi bien «*un médecin conventionné du secteur I, qui tire ses revenus de l'assurance-maladie, un pensionné, un chômeur indemnisé, les ayants droit d'un salarié actif*»⁹. Mais tout de même l'entendement ancien renâcle quand il lui est ainsi demandé de renoncer à accorder toute antériorité au salarié *stricto sensu*, le producteur de valeur ajoutée dont une partie va être mise en circulation dans la communauté de «l'emploi» - antériorité qui justifierait de conserver toute leur importance aux rapports de propriété et de subordination. Sainte patience, doit s'exclamer Friot, celui-là n'a vraiment rien compris...

On voit rapidement en tout cas que le rapport de subordination ne pouvait pas faire obstacle très longtemps face à ce qui se prépare. Car Friot le Titan

entreprend de dresser le salariat contre le capitalisme. Non pas le salariat - collection des salariés - contre le capital - les capitalistes sur leur tas d'or - ; ça, on connaît. Mais le rapport social du salariat (étendu) contre le rapport social du capitalisme. Confrontation qui supposait d'abord d'extraire l'un de l'autre puisqu'on les pensait d'abord dans une relation d'englobement. Et c'est bien là le sens de l'histoire que Friot dévoile sous nos yeux ébahis: le salariat est «*tout à la fois produit et négation de la logique capitaliste*»¹⁰. Ce qui frappe d'abord dans cette proposition c'est l'indétermination de son statut. Lorsque Friot déclare que le salariat, tel qu'il s'est construit à l'ombre de la protection sociale à la française, est fondamentalement d'une logique anti-capitaliste, qu'il recèle en lui des Puissances capables de renverser l'ordre d'où il est issu et contre lequel il est en train de se retourner, c'est-à-dire qu'il est porteur d'un devenir révolutionnaire, que dit-il ou plutôt que fait-il exactement? Extraction du sens ou prophétie créatrice? «*Un peu des deux*» ânonne l'empastrouillé qui ne sait pas trop comment trancher. Et bien pour une fois la réponse la plus facile ne manque pas de pertinence. Friot n'a pas inventé le salariat à la française, c'est l'histoire qui lui en livre la trajectoire. Mais une trajectoire inachevée et en attente de son plein déploiement. Une trajectoire qui a maintenant besoin d'une parole consécratrice et de ses auxiliaires symboliques pour apparaître vraiment pour ce qu'elle est, et pour se prolonger «en toute connaissance de cause», ou «en toute conscience d'elle-même». Bourdieu l'a montré, en reprenant les termes de Durkheim: la construction symbolique de la réalité sociale ne «prend» qu'à partir d'une «*fiction bien fondée*»¹¹. Or c'est bien à un tel acte constructiviste que se livre Friot, à partir d'un substrat qui s'y prête objectivement: voir le salaire non plus comme valeur de l'économie, comme prix de marché, mais comme une distribution politique, voir l'emploi non plus comme la détention d'un contrat de travail, mais comme l'appartenance à une communauté de la ressource salariale, c'est, à partir du même «*matériel empirique*», opérer une mise en forme symbolique de la réalité sociale absolument inédite - révolution dans les catégories qui anticipe sur la révolution tout court, en même temps qu'elle aide à l'accomplir. Parce que, en faisant l'économie de l'accumulation préalable il fait barrage à la financiarisation, parce qu'il crée la communauté du «travailleur collectif» au principe d'une citoyenneté politique, le salariat, engendré du capitalisme, finit par se dresser contre lui. Mais encore faut-il avoir pleinement conscience de toutes ces potentialités pour qu'elles puissent effectivement se réaliser. Friot a conscience de la nécessité de la prise de conscience, du surplus de dynamisme social qui peut naître de l'inscription dans les consciences d'une nouvelle image du monde social. C'est donc avec ses armes à lui, c'est-à-dire *performativement*, qu'il œuvre inséparablement à la construction et au déploiement des Puissances du salariat.

C'est bien sûr dans ces moments-là que l'entreprise de Friot révèle toute sa démesure. Pas étonnant donc que le lecteur soit tantôt emporté par le souffle révolutionnaire, tantôt estomaqué par l'ambition de l'auteur. Car, en gros,

10. P. 297.

11. Bourdieu [1987].

suggère Friot, le salariat est sympa mais il a la vue un peu basse. Bien sûr il enchaîne les conquêtes sociales avec ténacité, mais leur sens global continue de lui échapper. Il tient la perle entre ses mains mais il ne s'en est pas bien aperçu. En d'autres termes, le salariat a fait son histoire mais il ne sait pas l'histoire qu'il a faite - ça vous rappelle quelque chose? En tout cas il faut bien que quelqu'un se dévoue pour la lui raconter, et opérer cette transition décisive de l'histoire magmatique à l'histoire mise en ordre de marche. C'est trop bête d'enchaîner les grèves, les négociations à pas dormir, les accords matutinaux à l'haleine chargée, les luttes désespérées ou joyeuses, sans avoir idée de où tout ça nous mène, non? On exige du sens, on veut de la lumière. Or vieux Karl n'est plus l'homme de la situation. D'abord l'État-Providence, tout ça, il a pas vu venir, et puis surtout il est resté collé avec le salariat *dans le capitalisme*. Du coup on réclame intérimaire barbu, à l'aise dans la prophétie, bon sens de l'histoire à cent ans, eschatologique lu, écrit, parlé, références sérieuses exigées. Pas de problème, BF se pointe au guichet, sort son curriculum et décroche le job: «Qu'est ce que c'est comme boulot?» -«C'est pour faire accoucheur de l'histoire» -«Impec, j'ai déjà fait un CDD de ça et puis j'ai plus trop envie de me raser». Quelques mouvements d'échauffement pour démarrer le cerveau jupitérien à la manivelle, les forces de l'esprit s'ébrouent et se mettent au boulot pour tout à la fois extraire, révéler et accomplir la destinée révolutionnaire du salariat. Ah c'est sûr, Grand herméneute et Guide suprême, ça boxe pas dans la même catégorie que marabout à Paris-Boum Boum ou pythonisse à la Foire du Trône. Le geste est titanique, mais tout dans le symbolique et le performatif. C'est pourquoi il rappelle irrésistiblement - et comme c'est fait pour! - celui de Marx qui contribuait à la fois à dire et à faire être historiquement la lutte des classes. Comme jadis le vieux maître, tout l'art consiste à faire voir ce qui était déjà là mais imperçu, à porter au clair ce qui était encore dans le flou. D'une parole ample et messianique, on dissipe le brouillard et on guérit les cécités. Tout ça est donc une affaire de *vision*. Le salariat était à moitié en rade? Actif mais miro? Heureusement, dans ce monde de bigeux, Friot a le don de double vue pour les autres, celui qui fait voir le manitou direct en stéréoscopie; et à côté de lui Castaneda est un grand amblyope qui peut pas sortir sans son labrador.

On chambre un peu l'auteur, mais c'est pour rire, car d'un certain côté son propos s'y prête et qu'il ne faut pas perdre une occasion de rigoler. Mais c'est peut-être aussi parce que, ne cessant *in petto* de le prendre au sérieux, on cherche, comme on peut, à retrouver son souffle et à réduire l'effet de la commotion. D'abord on friserait l'inconséquence en commençant par un panégyrique de la grande théorie et des visions en cinémascope pour finir par éreinter les rares candidats à oser se lancer. Mais il y a surtout dans le système de Friot et sa culmination prophétique une cohérence d'ensemble et une capacité d'agression de nos visions du monde qui impressionnent autant qu'elles donnent le sentiment d'être mis en danger. Car, si la vaticination en roue libre est à la portée du premier venu, la prophétie au bulldozer, celle qui découle inexorablement d'une analyse historique de longue haleine et d'un appareil conceptuel ferraille à outrance, est un événement plus rare dont on se souvient du passage. Envoyé cul par-dessus tête sous l'impact, le lecteur à la ramasse se défend de la déstabilisation avec les moyens du bord; ce peut être, pour tenter

de minimiser, par la dérision. C'est pourquoi ces taquineries pas méchantes doivent être prises pour ce qu'elles sont véritablement: une forme d'hommage paradoxalement.

LE SALARIAT, CHEF D'ŒUVRE EN PÉRIL ?

C'est sûrement parce que sa vision de l'histoire place dans le salariat des enjeux d'une tout autre importance que celle que nous avons l'habitude d'y voir, que Friot a la fulmination généreuse et l'éruption facile. C'est d'ailleurs tout l'avantage de remonter de quelques crans la barre des attentes investies dans le salariat et de le requalifier en dessein grandiose. On y gagne en sensibilité, là où quinze ans d'attaques récurrentes pourraient presque finir par endormir les plus vigilants et conduire, par la force de l'habitude, à trouver seulement «exagéré» ce qu'on aurait autrefois qualifié d'atteinte intolérable. Sans hésiter, et d'ailleurs en toute logique, Friot endosse le rôle du vénétable de service. Du coup, le pauvre a l'ulcération permanente.

Le fait est que l'époque n'est guère aimable au «travailleur collectif», et que si le salariat a l'orientation incertaine, en face on sait parfaitement où on veut en venir. Ironie de l'histoire: par la force des démantèlements successifs, le contre-sens sur le beveridgisme est entrain de s'auto-dissoudre. Ce qui était une erreur de catégorie devient chaque jour davantage réalité. Étape par étape, le modèle beveridgien progresse inexorablement. Or il n'est pas de dispositif plus efficace que ce binôme de l'épargne financière personnelle et de l'assistance fiscalisée pour rompre l'unité du salariat. À chacun sa prévoyance d'un côté, et la voiture-balai de l'autre, histoire de bien signifier aux exclus leur statut d'exclus. Dans une veine qui n'est pas sans faire penser à Illich, Friot montre que, par un retournement pervers, la «solidarité» fait prospérer le clivage de l'exclusion qu'elle est censée résorber. Du coup, voilà le «travailleur collectif» menacé de se vider par les deux bouts: par le haut, en rentiers, et par le bas, en exclus. C'est pourquoi il y a une solidarité profonde entre les thématiques des fonds de pension et celles de l'Allocation Universelle d'Existence. L'une et l'autre œuvrent de concert à l'éclatement du salariat, à la polarisation de la société, et entretiennent entre elles cette cohérence qui est celle du modèle beveridgien.

Les attaques n'ont pas toujours ce côté aussi massif et spectaculairement visible que lorsqu'il est question des fonds de pension, où se joue le choc frontal de deux systèmes, logique contre logique. Le diable est dans les détails, et si le grand basculement finit par survenir, il le devra aussi à cette préparation méticuleuse et de longue haleine, faite de «petites» avancées, plus «techniques», moins fortes en charge symbolique et moins susceptibles de jeter les foules dans la rue, mais tout aussi corrosives d'un point de vue «conceptuel», c'est-à-dire dans les dommages faits aux *principes* du salariat à la française. Le vaste mouvement, mais dessiné à petites touches depuis bientôt dix ans, de fiscalisation de la protection sociale entre typiquement dans cette catégorie. La substitution de la CSG aux cotisations sociales, les exonérations et reprofilages en tous genres, la fiscalisation des prestations familiales, etc, sont pour Friot autant d'atteintes à l'unité de la circulation salariale. Toutes «s'emploient à détruire

[le salariat] en réduisant le champ de la cotisation au bénéfice de l'impôt et de l'épargne: il s'agit de déconnecter la protection sociale du salaire»¹². Dans ce ripage progressif de la protection sociale vers l'épargne et l'État fiscal se joue donc la lente dépossession du salariat de ses conquêtes historiques, c'est-à-dire de tout ce qui, l'arrachant au salaire direct marchand, l'aura constitué en rapport social susceptible de s'opposer à l'emprise complète du capitalisme sur la société. Du coup la mise en forme grandiose qu'on charriaît tout à l'heure fait mieux voir ses vertus: c'est par référence, mais en creux, à la logique historique qu'elle a dégagée, qu'on peut mieux percevoir la systématique et la cohérence d'ensemble de ces mille «petites» agressions éparses, dont le cumul finit par faire un changement de société. On rêve alors d'un travail d'histoire des représentations qui reconstituerait le long massage des élites politico-administratives par les idées beveridgiennes, la lente imbibition des esprits d'État qui prépare les conversions inconscientes et qui, en dehors de tout projet machiavélique *ex ante*, finit par faire d'une myriade de décisions séparées, non plus une série d'aberrations incoordonnées, mais la trame d'une cohérence de longue période.

Ainsi, parce qu'il ratisse large, fait système de tout ce qu'il ramasse, et constitue l'ensemble en enjeu historique, le travail de Friot donne des armes à la résistance intellectuelle, c'est-à-dire de quoi ne pas céder immédiatement au terrorisme et à l'intoxication. Or c'est bien ce genre d'intimidation et d'effet d'autorité qu'on voit à l'œuvre à propos des retraites ou de la santé, supposées l'une et l'autre naufrager la Sécu à coup sûr. Postulat bien fait pour aller directement à la conclusion désirée -«bazardons, bazardons!» - en s'évitant l'effort de se demander si le système n'aurait pas par hasard les moyens, à logique invariante, d'accompagner les tensions auxquelles il est objectivement confronté. Or Friot insiste pour dire que, à principes constants, les paramètres du compromis de la protection sociale sont, eux, évidemment révisables. Il n'y a que dans *le* discours de ses détracteurs que la Sécu a la souplesse d'un verre de lampe, quand les degrés de liberté existent pour amortir les chocs imprévus et qu'il entre dans le compromis l'acceptation de ce que ses termes puissent un jour devenir moins favorables qu'ils ne l'étaient par le passé. La baisse du point, l'augmentation des cotisations font partie de ces révisions, et au moins pourra-t-on se donner là peine d'examiner ce qu'il est possible de faire avec ces instruments simples plutôt que de fracasser soi-même les étagères pour mettre plus vite la boutique en liquidation. C'était là d'ailleurs tout le sens d'un travail réalisé par Cornilleau, Echevin et Timbeau [1.996], qui montraient que les inflexions à réaliser pour «passer» en moyenne période étaient somme toute assez modestes, conclusion aux vertus esthétiques très médiocres quand la dramaturgie du discours dominant réclame de la ruine, du sang et des larmes.

Tout ça fait beaucoup, mais comme la meilleure défense c'est l'attaque, Friot ne reste pas les deux pieds dans le même sabot et, rendant coup pour coup, propose autant d'avancées par lesquelles revitaliser le salariat. L'effort est admirable bien entendu, mais, comme souvent, le volet propositionnel ne vaut pas tout à fait l'analyse qui l'a précédé.

12. P. 256.

Partout où le modèle beveridgien menace d'imposer sa «solidarité» excluante, commence Friot, réaffirmons la logique du salariat et la solidarité essentielle du «travailleur collectif». C'est la cotisation-prestation, et non l'impôt, qui doit circuler entre employés et chômeurs pour refuser la relégation assistancielle, la dégradation sociale de ces derniers, et proclamer publiquement qu'ils demeurent bien des membres à part entière du salariat. La cotisation doit donc monter jusqu'au niveau nécessaire pour garantir financièrement cette cohésion essentielle du salariat. Quitte à se faire un instant l'avocat du diable, on voudrait alors confronter Friot aux questions les plus usuelles de ses contradicteurs beveridgiens, qu'il n'affronte pas directement et que la seule réaffirmation des impératifs du salariat ne suffit pas à esquiver. L'assurance-chômage n'est-elle pas confrontée à un changement de régime, et peut-elle continuer de fonctionner à l'identique quand elle doit supporter un chômage massif et permanent en lieu et place du chômage frictionnel qui constituait son cahier des charges d'origine? Certes l'histoire récente a montré que l'extension du prélèvement social était bien mieux tolérée que celle du prélèvement fiscal, mais peut-on pour autant considérer qu'il offre un instrument d'ajustement manipulable indéfiniment, sans risque de rencontrer un seuil de délégitimation? C'est parce que ces questions font l'ordinaire du débat public, et le fer de lance des discours dominants, que le propos de Friot aurait gagné en force à les prendre bille en tête. Il y aurait gagné d'autant plus que l'extension du champ de 1;1 cotisation apparaît en définitive dans son discours comme une sorte de panacée, destinée à amortir tous les chocs et à accomoder toutes les tensions: chômage de masse, croissance des dépenses de santé, déséquilibres démographiques des régimes de retraite. La liste ne vise pas à faire pousser des cris d'orfraies ou à faire hurler immédiatement à la banqueroute - n'a-t-on pas vu que les possibilités de passer moyennant des ajustements raisonnables sont réelles? -, elle demande simplement qu'on y aille voir calmement et de plus près, si possible avec des ordres de grandeur.

C'est aussi un tel travail qu'il serait utile de conduire quand Friot propose comme nouvelle frontière au salariat l'intégration pleine et entière de la population des étudiants, en usant d'ailleurs d'un parallèle à moitié spéculif. Comme les années soixante-quatre-vingt ont opéré avec succès la salarisation des femmes, nous dit-il, il appartient aux décennies qui viennent de réussir celle des étudiants. Irréprochable sur le plan de ses principes généraux, la proposition de Friot joue quelque peu sur les mots. C'est que la salarisation des femmes s'est effectuée conformément au modèle «standard» du salariat: par le contrat de travail, le salaire direct... et la production effective. C'est d'une tout autre intégration salariale, au titre étendu de «l'emploi généralisé» et du travailleur collectif, qu'il est question pour les étudiants; et tout l'art de jouer du double sens du terme «salarial» - à l'ancienne ou bien étendu façon Friot - ne parvient pas à dissiper l'intuition que le parallèle pertinent aurait été bien davantage celui des retraités que celui des femmes. Ça ne rend pas la démonstration impossible, simplement un peu plus exigeante.

L'un dans l'autre, Friot fait d'ailleurs un usage tellement intensif de la cotisation qu'il nous vient des envies de macroéconomie. Le meilleur moyen de défaire le discours anti-Sécu ne consisterait-il pas à montrer que la tuyauterie du

salaire généralisé, même ramifiée aux étudiants et à tous les tmistes, «fait régime», qu'elle réalise un bouclage macro viable, que les cotisations prélevées ne sont pas mises en bouteilles et jetées à la mer mais qu'elles solvabilisent une demande adressée à de nouveaux secteurs porteurs de développement économique, qu'elles peuvent stimuler l'innovation sociale et, partant, orienter le progrès technique dans une direction susceptible de soutenir un sentier de croissance original - tous avantages à mettre en balance avec les effets supposés de *profit squeeze* ou de perte de compétitivité, etc. Certes la modélisation macro est un exercice rustique autant qu'incertain, mais elle a des propriétés d'exhaustivité et de cohérence logique hors desquelles le calcul des résultantes et les projets de bilan global peuvent rester tranquillement dans les cartons. On aura compris que c'était là moins un reproche s'adressant à Friot en personne - le malheureux n'est tout de même pas tenu de couvrir à lui seul toute la division du travail théorique - qu'une idée d'occupation pour qui l'aurait lu et se trouverait encore désœuvré. Et puis, voilà ce que c'est de nourrir trop généreusement le client: pris de boulimie et gosier en extension, il se met à réclamer sans fin.

Il y a enfin une question, et ce n'est pas la moindre, que ne peut manquer de faire surgir le règne annoncé de la cotisation et la condamnation du prélèvement fiscal: et les inégalités? Pas besoin d'avoir le don de clairvoyance pour imaginer le coup de sang qu'a dû piquer Friot avec les mises sous conditions de ressources et autres fiscalisation des allocs. Autant on comprend parfaitement en quoi ces transformations du régime des prélèvements sont attentatoires à la logique du salariat généralisé, autant ce constat ne suffit pas à évacuer d'un revers de main le projet de réduction des inégalités qui leur a *aussi* donné naissance. Ah c'est compliqué l'histoire quand les bonnes raisons commencent à se mélanger inextricablement aux mauvaises. - Pause récréative: prends tes Puissances du salariat, et après avoir soigneusement tourné toutes les pages, compte sur tes doigts combien de fois le mot «inégalité» est apparu. Indication: une seule main suffira, l'autre peut continuer à tenir le livre ou aider à numérotter les doigts de la première -.On pourrait enchaîner sur une devinette: est ce qu'une proposition vraie perd sa valeur de vérité de devenir une tarte à la crème? Si la réponse est non, alors il y a lieu de revenir sur ce lieu commun que, sous l'importance des cotisations, le prélèvement global a perdu presque toute progressivité. Là, on sent déjà que ça se cabre, on est dans la matière fissile et les sujets qui fâchent. Le fait est que la question du lien entre inégalités et prélèvement social - tout comme celle de l'allocation universelle d'existence d'ailleurs - a le don de produire des convergences idéologiques aberrantes et de faire se retrouver ensemble des gens que tout devrait séparer. On sait bien qu'il n'est pas de projet libéral plus constant que celui de la concentration de la protection sociale sur les pauvres et de l'affranchissement des riches enfin rendus à leurs chères assurances privées. Et on sait bien jusqu'où ce projet, usant et abusant de la rhétorique des inégalités, aura poussé la jérémiaide faussement scandalisée et le simulacre de l'altruisme social: «des prestations indispensables à ces pauvres pauvres paient la (notre) consommation superflue des (de) riches ». L'instrumentation idéologique passablement opportuniste du thème des inégalités ne doit pourtant pas conduire à conclure que le problème soit contourné. La cotisation, c'est quand

même de *la flat tax*.. Et il faut résister à la logique de polarisation, productrice d'oppositions binaires en fer forgé, comme celle qui ne laisse pas d'autre choix que le maintien en l'état ou le démantèlement. C'est pourquoi il n'est pas forcément opportun de faire surgir comme alternative unique à l'état des choses «la concentration de la protection sociale sur les plus démunis», ainsi que le proposent Hugounenq et Sterdyniak [1997]. Bien sûr, il est utile d'évoquer cet idéal-type extrême, pour mieux faire apparaître toutes les arrière-pensées et les projets tordus qui traînent derrière le débat sur «la cotisation dégressive». On entend bien que faire contribuer les classes sociales aisées à une protection sociale dont elles ne bénéficiaient en rien serait profondément délégitimateur de l'ensemble du système et porteur d'une logique de sécession sociale: les riches repliés dans le bunker des assurances privées «enfin» rendues «légitimes», puisque nécessaires, les pauvres abandonnés à une protection sociale stigmatisante et très probablement vouée à voir son niveau de prestation se dégrader. Mais rien n'oblige à en venir à cette extrémité, et il n'est pas vrai que l'universalité périsse à coup sûr d'un profilage différencié des cotisations-préstations - même si on veut bien admettre qu'il doit exister quelque part un seuil dont le franchissement doit faire changement de régime. On ne sait pas par exemple que la progressivité des contributions directes ait atteint la légitimité de l'impôt. Certes, il y a derrière la progressivité de l'impôt l'idée que les classes sociales aisées profitent davantage que les autres des dépenses publiques - voir l'école par exemple. Mais l'argument de superfluité n'est-il pas le dual dans l'ordre des prestations sociales de la justification précédente dans l'ordre des dépenses publiques? Ce que nous montre en tout cas le modèle étatique du prélèvement fiscal, c'est que l'universalité, productrice de légitimité et garante de cohésion sociale, n'est pas incompatible avec un certain degré de différenciation. Pourquoi cette combinaison des contraires, à doses raisonnables, ne serait-elle pas praticable en matière de finances sociales?

Faute de position bien affirmée et de certitudes définitives sur ce sujet, autant reconnaître tout de suite qu'on a ouvert la boîte de Pandore beaucoup pour le plaisir de susciter quelques franches empoignades sur un sujet qui s'y prête de si bon cœur. Si reste tout de même, et c'est surtout là qu'on voulait en venir, que l'évitement méthodique de la question des inégalités par Friot est symptomatique d'un impensé radical: celui de l'hétérogénéité du salariat. De fait, si le salariat est omniprésent dans le livre de Friot, en revanche on ne voit pas la queue d'un salarié. Or l'hypostase n'est une puissance unificatrice qu'en imagination. Du coup on cherche en vain ce qu'on croit connaître de la société salariale: les stratifications, les luttes de classement, l'affrontement des statuts, les conflits de position. Mais rien de tout ça chez Friot: ni Quasimodo avec des bosses et des irrégularités de partout, ni Frankenstein ré-assemblé comme un tableau de boucherie ambulant, le «travailleur collectif» a un beau visage glabre et un grand corps musculeux, il est l'unité même. Si faudrait faire la généalogie d'une telle représentation du salariat-un-seul-corps, dont on pressent qu'elle n'est pas sans rapport avec une vision prophétique de l'histoire et de ses destins monumentaux à accomplir. Un peu comme si pour être à la hauteur d'une eschatologie impérative, il nous fallait des acteurs collectifs en ordre de marche et avançant comme un seul homme, pas des dyslexiques dont les membres

se contredisent et qui s'emmêlent les crayons à la première motte de terre. Ah ah Bernard, si c'est vraiment ça, à fonctionnaliste, fonctionnaliste et demi!

On sent bien que pour le plaisir d'une vacherie de plus on a peut-être poussé un peu loin le procès d'intention. Il n'en demeure pas moins qu'il y a chez Friot une vision de la société en correspondance avec l'ampleur de ses vues historiques. On ne dit pas qu'on n'aimerait pas y croire, mais parfois on a un peu de mal. Comme il se doit, on a d'ailleurs gardé le meilleur pour la bonne bouche. Puisque la protection sociale à la française nous montre qu'il est possible d'éviter l'accumulation d'épargne préalable et, ce faisant, de résister à la financiarisation de l'économie, pourquoi ne pas en tirer plus largement les conséquences? Ce qu'on a fait pour les retraites pourquoi ne le ferait-on pas pour l'investissement? Tout à son élan, Friot suggère ni plus ni moins que de mutualiser l'investissement comme on a mutualisé le salaire généralisé. On sait maintenant véritablement ce que l'auteur avait en tête en commençant: pas seulement le projet d'éradiquer la logique rentière, mais une vision de la socialisation de l'économie si poussée qu'elle n'hésite pas, après le projet de neutralisation complète des mécanismes marchands de formation des salaires, à s'attaquer à l'un des actes les plus essentiels du capitalisme: l'engagement privé du capital. Évidemment, une fois de plus, Friot offre sa poitrine à la mitraille: rien de précis n'est dit sur la nature du dispositif concret de ce fonds collectif d'investissement ni sur les conditions socio-politiques de sa mise en place. Mais tout ça n'est pas très grave. On sait bien qu'on est là dans le rêve éveillé, probablement aussi indispensable à la société qu'à l'économie psychique individuelle. L'essentiel est plutôt que de nouveau se fasse entendre un discours capable de mettre en question quelque chose de plus fondamental dans la société que la réduction de la taxe professionnelle ou bien l'assujettissement des œuvres d'art à l'ISF. Il me revient à l'esprit que dans *Accumulation, inflation, crises*, Boyer et Mistral¹³ concluaient en évoquant comme «une ambition toujours d'actualité 1...] la recherche d'une solution non capitaliste» à la crise. C'était en 1978, c'était il y a une éternité... Et si Friot faisait à la Régulation le reproche d'avoir abandonné un peu trop vite ce type d'interrogation, pour le coup j'aurais tendance à être assez d'accord avec lui.

Faut-il vraiment redire encore une fois que si on s'est permis de charrier l'auteur une ou deux fois, c'est précisément parce que le bonheur de lecture qu'il nous a procuré rend impossible toute interprétation malveillante ou ronchonneuse? Si oui, on y consent volontiers. Il reste que pour tous ceux qui revendent le paradigme des «Valseuses» et «se baladent dans la vie (intellectuelle) comme dans un self-service», le livre de Friot pose à coup sûr un problème. C'est qu'ici, on n'achète pas par appartements. C'est la totalité ou rien. L'immeuble en entier ou dormir sous les ponts. De là ce sentiment de fascination mêlée de méfiance qu'éprouve le lecteur face à l'engin blindé qui menace de lui coloniser intégralement la pensée. C'est dire tout de même que le truc à Friot fait de l'effet.

13. Boyer et Mistral [1978].

Rien que pour rire, on imagine la chose dans des mains néo-classiques! Déjà que l'hétérodoxe de base s'en tire essoré à 1000 tours, c'est sûr que quand on a mâchonné des années durant les conditions du premier ordre ou insiders-outsiders, on doit sortir de là totalement stone. C'est comme le gars qui passerait sans transition de «*Oui-Oui à l'école*» à du Bruno Théret: il est dépassé à bloc, il a des problèmes à se remémorer son état-civil, et voilà qu'il sait plus trop où il a garé sa voiture. Pourtant on voit déjà opérer l'accoutumance vénérante au produit. La première prise laisse un peu chose, mais on sent déjà que le synapse va en redemander. Heureusement, mélange d'auteur à succès et de dealer qui n'a pas son pareil pour ferrer son clille, Friot, passé maître dans l'art du *teasing*, nous annonce déjà une suite. Gavé jusqu'aux yeux, la biochimie réjouie et le cervelet en roue libre, on anticipe en rêvant un peu: *Puissances de la régulation...* Ça y est, surdose, délire. Par ici le café salé.

Références bibliographiques

- BOURDIEU P. (1987), «Espace social et pouvoir symbolique», in *Choses dites*, Minuit, Paris.
- BOYER R., MISTRAL J. (1978), *Accumulation, inflation, crises*, PUF, Paris.
- CORNILLEAU G., ECHEVIN D., TIMBEAUX. (1996), «Perspectives à moyen terme des finances sociales», *Revue de l'OFCE*, n° 56, janvier.
- DONZELLOT J. (1983), *L'invention du social*, Le Seuil, Paris.
- EWALD F. (1986), *L'Etat-Providence*, Grasset, Paris.
- HUGOUNENQ R., STERDYNIAK H. (1997), «Le plafonnement des allocations familiales: questions de méthodes», *Lettre de l'OFCE*, n° 167.
- LIPIETZ A. (1979), *Crise et inflation: pourquoi?*, La Découverte, Paris.
- THERET B. (1997), «Méthodologie des comparaisons internationales, approches de l'effet sociétal et de la régulation: fondements pour une lecture structuraliste des systèmes nationaux de protection sociale», *L'Année de la Régulation*, vol. 1, La Découverte, Paris, p. 163-228.